

Yolande Grisé

Questions & réponses

Paul-François Sylvestre

Number 64, November 1991

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/42488ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Éditions l'Interligne

ISSN

0227-227X (print)

1923-2381 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Sylvestre, P.-F. (1991). Yolande Grisé : questions & réponses. *Liaison*, (64), 10–11.

Yolan QUESTIONS

*Propos recueillis par
Paul-François Sylvestre*

Yolande Grisé est professeure à l'Université d'Ottawa, directrice du Centre de recherche en civilisation canadienne-française, présidente du Groupe de travail pour une politique culturelle des francophones de l'Ontario, membre du conseil d'administration du Conseil des arts de l'Ontario et, très bientôt, présidente de ce Conseil. Au moment où *Liaison* l'a rencontrée, fin septembre, elle venait de terminer le rapport de son Groupe de travail et s'appretait à le remettre à la ministre de la Culture et des Communications. Bien que le caractère encore confidentiel de son rapport l'empêche de répondre à toutes nos questions, elle a accepté de partager avec nous des impressions de premiers moments suite aux deux nominations dont elle a fait l'objet en 1991.

Est-ce que votre fonction au Centre de recherche en civilisation canadienne-française vous préparait à accepter la tâche de présidente du Groupe de travail?

Je pense qu'on ne serait jamais venu me demander cela si je n'avais pas été directrice du Centre de recherche. C'est dans l'évolution normal d'un centre comme le nôtre, c'est dans le champ d'intérêt normal d'un centre de recherche de réfléchir sur une politique culturelle des francophones de l'Ontario. Mon prédécesseur avait d'ailleurs été sollicité de la part du Conseil des arts de l'Ontario pour un exercice différent en 1977.

Comment avez-vous réagi à cette invitation du gouvernement?

J'ai été pressentie une semaine avant l'annonce publique de l'événement. J'étais enchantée de voir qu'il allait enfin se passer quelque chose du côté de la culture en Ontario français et que ça venait de très haut. Emballée mais aussi un peu inquiète, je me suis dit qu'il faut saisir le train quand il passe. Je suis entrée dans cette aventure avec beaucoup de dynamisme et de réalisme aussi. Si on veut que les choses changent, il faut que les universitaires s'engagent sur le terrain, avec la population. Je n'ai donc pas hésité une seconde.

En quoi le rapport de votre Groupe de travail diffère-t-il des rapports Saint-Denis (1969) et Savard (1977)?

Notre mandat a été d'élaborer une politique cadre pour la vie culturelle des francophones de la province. Nous n'avons pas été invités à faire une analyse de la situation ou de régler chaque problème soulevé par la constatation de fait. Notre mandat consistait à utiliser les analyses déjà faites, à voir ce que la population demande en 1991 et à proposer au gouvernement des actions à prendre.

On vit dans une histoire accélérée et je crois qu'il va falloir agir rapidement. Le gouvernement voulait savoir dans quelle direction agir. Nous avons proposé une orientation générale. Vous savez, il y a toutes sortes de directions qui s'offrent. Il s'agit d'en choisir

une et d'éviter de se tromper. La consultation publique a été, à cet égard, extrêmement importante.

Cinq mois pour un tel exercice, c'est court. Comment y êtes-vous parvenus?

L'exercice peut être qualifié de petit exploit. C'était un défi de taille et je crois que nous étions tous plus ou moins inconscients de la taille du défi. Sans la réponse de la population, des groupes, des intervenants culturels, nous n'aurions pas pu rencontrer notre échéance. Je suis fière de dire que le rapport français a été terminé dix jours avant la date limite du 30 septembre.

Dans son contrat, le gouvernement nous avait demandé de consulter une quarantaine de groupes et individus engagés de façon plus active. Puisque l'occasion nous était donnée et que nous faisons de si grands déplacements, de si grands efforts, nous en avons consulté trois fois plus afin de bien étayer notre argumentation. Nous n'avons pas le droit de nous tromper. L'exercice a certes été périlleux, mais c'est à ce prix-là que nous pouvons être sûrs que la voix à faire entendre sera juste.

Quelle a donc été l'envergure de votre consultation?

Nous avons approché 150 organismes ou individus et nous avons entendu environ 130 intervenants... en plein été! Si peu de temps pour réagir. Cela démontre que la communauté était prête. Les Franco-



e Gris é & RÉPONSES

Ontariens et les Franco-Ontariennes sont arrivés à une certaine maturité. Ils savent ce qu'ils veulent. Ils ont fait un exercice extrêmement rigoureux. Il n'y a pas eu de demandes extravagantes. Les gens sont très conscients qu'ils sont dans un contexte difficile sur le plan économique. Par contre, il y a des faits incontournables qu'ils nous ont mis sous les yeux et je crois que notre travail se devait de faire ressortir les grandes lignes de fond.

Qu'est-ce qui a été le plus exaltant dans cette démarche?

À titre personnel, je dois dire que, douze ans après avoir suivi le même parcours pour réaliser l'Anthologie de textes littéraires franco-ontariens (j'avais fait le tour de la province pour rencontrer les auteurs, les écoles, les gens susceptibles de m'aider), donc douze ans plus tard, j'arrivais avec un Groupe de travail et je me rendais compte de tout le travail accompli. Cela a été extrêmement motivant. On était sur la bonne voie et avec un peu d'aide on pouvait faire tellement plus.

Comme groupe, ce qui a été exaltant fut de mettre ensemble des personnes de différentes régions, de réunir des personnes d'expérience, comme dans une équipe de hockey, et de les obliger à gagner. Notre esprit d'équipe s'est répercuté dans notre tournée. Les gens ont bien vu que nous étions une équipe solide, qui s'était compromise, qui avait envie de réaliser quelque chose de

bien. Déjà on sentait que les gens nous prenaient au sérieux. Et ils nous ont donné de la matière!

Au cours de cet exercice, vous avez été pressentie pour faire partie du Conseil des arts de l'Ontario. Quelle a été votre première réaction?

J'ai été surprise, renversée. Je me suis dit: il se passe vraiment quelque chose en Ontario. Le changement est en marche. Ce n'est pas nous qui allons créer le changement; c'est parce que le changement est déjà en marche qu'on nous a créés (Groupe de travail) et qu'on s'est adressé à moi. J'ai trouvé cela très stimulant et, en même temps, j'ai eu peur. C'est un budget qui frise les 50 millions, tout compris. C'est extraordinaire de pouvoir travailler, en plein temps de récession, à la stimulation de la créativité.

Si j'ai accepté, c'est à cause des circonstances. Autrement, cela ne m'aurait pas autant interpellée. Quelles sont ces circonstances? J'ai d'abord été nommée en même temps que quatre autres nouveaux membres qui représentent bien l'intention du gouvernement de vouloir élargir l'organisation du Conseil des arts aux différentes régions et, aussi, de se rapprocher de sa clientèle. Ma nomination en tant que francophone a un aspect d'ouverture vers les réalités culturelles de l'Ontario; elle coïncide avec la nomination d'un autochtone, d'un expert en relations inter- raciales et de deux artistes en pleine création.

Autre circonstance très importante: la situation que nous vivons à l'heure actuelle au pays. Je pense, par exemple, à la dévolution dans le domaine de la culture qui est sur la table de négociations constitutionnelles. Je pense aussi au dossier de la culture qui est sur la table de libre-échange avec les États-Unis. Dans ce contexte-là, et avec le travail que nous faisons au Centre de recherche, l'occasion était unique. Je ne pouvais pas refuser.

Le 22 novembre 1991, vous serez présidente du conseil d'administration du Conseil des arts de l'Ontario. Quels seront alors vos dossiers prioritaires?

Ce n'est pas un dossier en particulier qui m'intéresse, c'est une cause qui me tient à coeur: la cause des artistes qui sont le fer de lance dans la culture. Je crois que dans les années qui viennent, l'avenir de notre pays devra nécessairement passer par la créativité et la recherche. Deux secteurs malheureusement trop négligés au moment où nous sommes plongés en pleine concurrence internationale, en pleine ouverture sur le monde.

Je trouve ça très stimulant d'être à la tête d'un organisme ontarien qui est reconnu à travers le Canada et, surtout, de travailler avec une équipe de professionnels. Au cours de mon mandat, ce sera la cause des artistes qui me tiendra le plus à coeur... pour l'avenir de la province, pour l'avenir du pays.



Photo: Marc A. Price